

Indirect Tax news

CJUE, 17 mars 2016, C-40/15, Aspiro SA – Externalisation du traitement des sinistres d'assurance

La société polonaise Aspiro exécute, au nom et pour le compte d'un assureur, des services afférents au règlement des sinistres des assurés de cette dernière, incluant notamment la réception et l'enregistrement des déclarations de sinistre, la détermination des causes et circonstances des sinistres, le règlement au fond des dossiers, l'évaluation des dommages, etc. Elle n'a aucun lien contractuel avec les assurés et n'est pas responsable à leur égard.

La CJUE considère que les prestations rendues par Aspiro ne remplissent pas les critères caractérisant une opération d'assurance, étant donné que la société ne supporte pas de risque et qu'elle n'est pas liée contractuellement aux assurés. Les prestations en cause ne qualifient pas plus de prestations effectuées par les courtiers et les intermédiaires d'assurance car, si Aspiro est bien en rapport avec l'assureur et l'assuré, les services qu'elle fournit ne couvrent pas les aspects essentiels de la fonction d'intermédiaire, à savoir la recherche de prospects et leur mise en relation avec l'assureur.

Les services en cause - qui ne constituent qu'un démembrement d'une partie des activités exercées par les entreprises d'assurance - ne peuvent par conséquent pas bénéficier de l'exonération applicable aux opérations d'assurance.

CAA Paris, 23 février 2016 n°14PA04692, « Energie Europe Service » – Refacturation aux filiales de la police d'assurance souscrite par la société mère d'un groupe

La société mère d'un groupe a souscrit une police d'assurance, dont elle refacture le coût à ses filiales en exonération de TVA. L'administration fiscale a remis en cause l'exonération au motif que la société n'a pas la qualité d'assureur au sens du code des assurances. En premier lieu, la CAA rappelle le principe selon lequel la qualification d'assureur au sens du code des assurances n'est pas un critère pertinent pour la détermination du régime de TVA applicable.

Néanmoins, elle refuse l'application de l'exonération au cas d'espèce, relevant à ce titre que le contrat conclu avec l'assureur ne couvre que la société mère pour les risques encourus par les sites exploités par ses filiales, et non les filiales elles-mêmes, et que la société mère n'a produit aucun document contractuel la liant à ses filiales (relation assureur/assuré). **Par conséquent, il n'est pas établi que la société mère du groupe aurait procédé à une opération d'assurance au bénéfice de ses filiales, ni qu'elle aurait agi en qualité d'intermédiaire transparent.**

TA Montreuil, 16 février 2016 n°1503203, « Société Computacenter » – Demande de remboursement de TVA française indiquée en dollars sur les factures

L'administration fiscale a rejeté la demande de remboursement déposée par une société, portant sur des factures sur lesquelles la TVA française était indiquée en dollars.

Le tribunal rappelle qu'en principe le montant de TVA à payer doit être libellé sur les factures dans la monnaie nationale de l'État membre où se situe la livraison, soit en euros au cas présent, ce qui serait de nature à justifier le rejet de la demande de remboursement.

Néanmoins, le tribunal relève ensuite que la société a fourni un tableau de conversion dollars américains/euros de l'ensemble des montants de TVA portés en remboursement, dont l'exactitude n'a pas été contestée par l'Administration, pour en conclure que dans ce cas, l'Administration était en mesure de se prononcer sur l'étendue du droit à remboursement de la société.

Décision semblant tempérer la position retenue dans le jugement « Société Eye Shelter » du 10 juillet 2015 du même Tribunal (cf. ITN N°107).

Comité TVA – Orientations découlant de la 105^e réunion – Traitement TVA de l'économie du partage

Le Comité s'accorde sur le fait que les utilisateurs des plateformes de partage sont soumis aux règles générales prévues par la Directive 2006/112/CE pour la détermination de leur assujettissement à la TVA.

En ce qui concerne les échanges de biens et services réalisés sur ces plateformes, le Comité convient qu'un lien direct entre l'opération effectuée par l'utilisateur et sa rémunération en nature doit être établi au cas par cas.

Enfin, le Comité s'accorde sur le fait que les services fournis – à titre onéreux – par les plateformes sont imposables à la TVA, et que ces opérations peuvent bénéficier des exonérations applicables aux opérations financières si les conditions prévues pour leur application sont remplies.

Pour plus d'informations : http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/vat/key_documents/vat_committee/guidelines-vat-committee-meetings_fr.pdf

Règlement délégué (UE) 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015

Le CDU prévoit la dématérialisation des échanges d'informations entre les opérateurs économiques et les autorités douanières.

Le règlement délégué 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015 prévoit les mesures transitoires applicables lorsque les systèmes informatiques ne sont pas encore opérationnels.

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

Indirect Tax news

Aspiro SA (CJEU case C-40/15, 17 March 2016) – Outsourced insurance claims handling

The Polish company Aspiro carried out, for and on behalf of an insurer, services relating to the settlement of insurance claims, including, in particular, reception and registration of claims, determination of the reasons for and circumstances of claims, settlement of substantive claims, assessment of damages, etc. Aspiro had no contractual link with the insured persons and had no liability towards them. The CJEU considered the services provided by Aspiro did not satisfy the criteria to be considered as an insurance transaction, given that this company did not bear any risk and was not contractually bound to the insured persons. The services were also not a service performed by insurance brokers and insurance agents as, although Aspiro indeed had a relationship with the insurer and the insured person, the services that it provided did not cover the essential aspects of the work of an insurance agent, i.e the finding of prospective clients and their introduction to the insurer.

The services in question – which only constitute the division of the activities carried out by insurance companies – cannot therefore benefit from the VAT exemption applicable to insurance transactions.

Energie Europe Service (Administrative Court of Appeal of Paris, 23 February 2016, n°14PA04692) – Recharge of an insurance policy taken out by a group parent company

The parent company of a corporate group took out an insurance policy, the cost of which it recharged to its subsidiaries exempt from VAT. The French tax authorities challenged this VAT exemption on the basis that the parent company was not an insurer under French insurance code.

The Administrative Court of Appeal first restated the principle according to which the quality of being an insurer under French insurance code is not a relevant criterion for determining the applicable VAT regime.

Nevertheless, the Court refused to apply the exemption in the present case, pointing out to this end that the insurance contract concluded with the insurer only covered the parent company, not the subsidiaries themselves, for the risks attached to the sites operated by the subsidiaries, and that the parent company did not produce any contractual document between it and its subsidiaries (insurer/insured party relationship).

Therefore, it was not established that the parent company performed an insurance transaction for the benefit of its subsidiaries, nor acted as a disclosed agent.

Société Computacenter (Administrative Court of Montreuil, 16 February 2016, n°1503203) – Request for refund of French VAT reported in US dollars on invoices

The French tax authorities rejected a claim for a VAT refund filed by a company concerning invoices on which French VAT was reported in US dollars.

The Court restated that, in principle, the amount of VAT payable must be reported on invoices in the national currency of the EU Member State where the supply takes place, i.e in euros in the present case, otherwise the rejection of the VAT refund claim would be justified.

However, the Court noted that the company provided a conversion table (US dollars/euros) for all the VAT amounts for which a refund was requested, the accuracy of which was not challenged by the tax authorities. The Court therefore concluded that the tax authorities were able to determine the extent of the company's right to reimbursement.

This decision seems to temper the position established in the *Société Eye Shelter* judgement of 10 July 2015 of the same court (see ITN N°107).

VAT Committee – Guidelines resulting from the 105th meeting – VAT treatment of the sharing economy

The VAT Committee agreed that the users of sharing platforms are subject to the main rules provided by Directive 2006/112/EC to determine whether they fall within the scope of VAT.

Concerning goods and services exchanges carried out on these platforms, the Committee agreed that a direct link must be established on a case-by-case basis between the transaction performed by a user and the consideration in kind received.

Finally, the Committee agreed that services supplied – for consideration – by the platforms fall within the scope of VAT and that these transactions may benefit from the exemptions applicable to financial transactions if the conditions required for their application are met.

For more information: http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/vat/key_documents/vat_committee/guidelines-vat-committee-meetings_en.pdf

Commission Delegated Regulation (EU) 2016/341 of 17 December 2015

The Union Customs Code provides for the digitisation of the exchange of information between economic operators and the customs authorities.

The Commission Delegated Regulation 2016/341 of 17 December 2015 provides transitional measures applicable where IT systems are not yet operational.